

# L'industrie étranglée par les charges

JEAN-PIERRE GIVRY

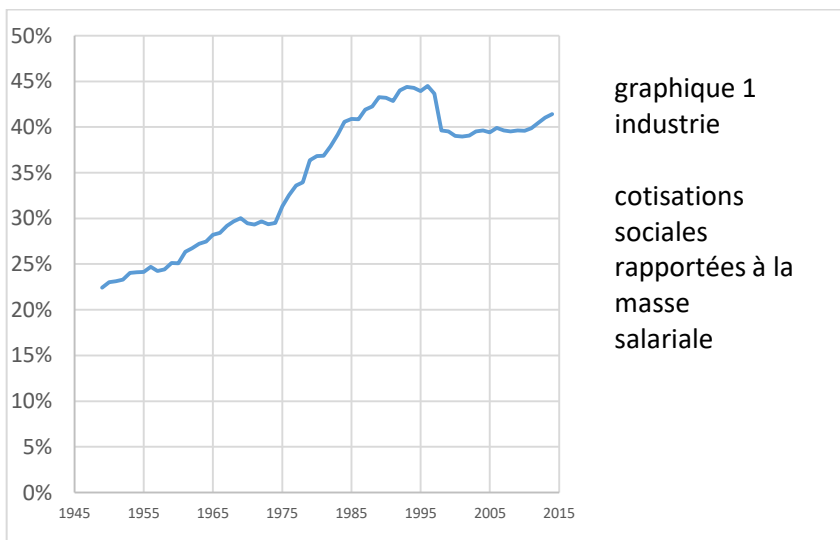
Etude publiée sous l'égide de l'IREF Europe

*Les charges sociales se révèlent un facteur-clé essentiel de l'économie de l'entreprise, car elles interfèrent avec les cash flow, les investissements et la croissance. L'analyse détaillée de l'évolution de l'industrie française le démontre. Si depuis vingt ans, la réduction des charges n'avait pas été limitée aux seuls bas salaires, l'industrie aurait échappé au désastre qui lui a fait perdre trois millions d'emplois. Le coût salarial et la productivité auraient été modérés, tandis que la valeur ajoutée, l'emploi, le cash flow et l'investissement se seraient largement développés. Au-delà de l'industrie, la leçon vaut sans doute pour l'ensemble des activités françaises.*

## 1-Introduction

L'industrie française occupait en 1974 cinq millions et demi de personnes. Elles ne sont plus que deux millions et demi aujourd'hui. C'est un désastre national. Je lui ai consacré une étude détaillée <sup>1</sup>. En voici l'essentiel des résultats.

Ce qui est en cause, c'est le taux très élevé des charges sociales pratiquées depuis trente ans ; elles sont passées de 30 % de la masse salariale en 1974 à plus de 40 % aujourd'hui.



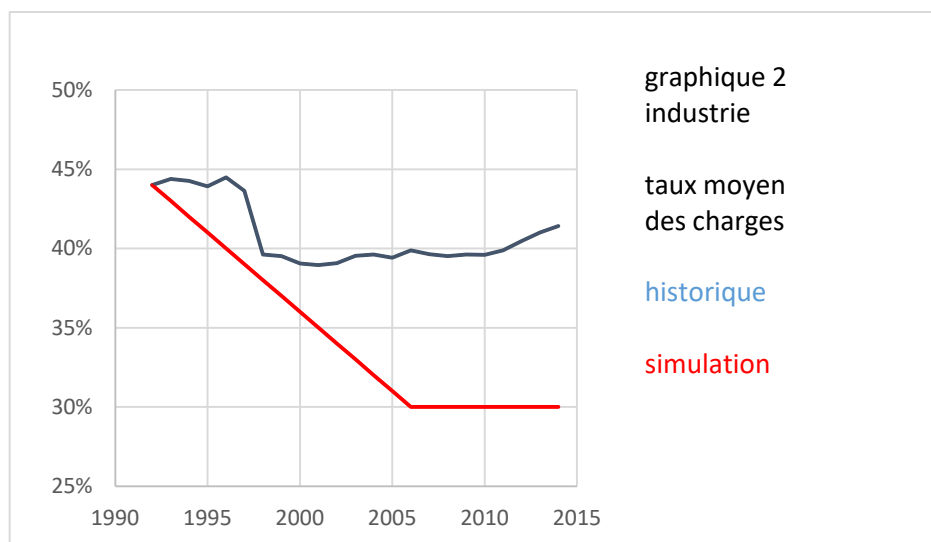
Ces charges ont réduit les cash flows et freiné les investissements nouveaux. Mais elles ont aussi accéléré l'obsolescence des investissements en fin de vie, car leur productivité ne supporte pas des coûts salariaux élevés. Ainsi le capital productif a été rongé par ses deux extrémités.

<sup>1</sup> Le déclin de l'emploi industriel in : [lesconditionsdelacroissance.fr](http://lesconditionsdelacroissance.fr)

## 2- Implication des charges

### SIMULATION D'UNE BAISSÉ DES CHARGES

Cette évolution n'était pas fatale. Un modèle de croissance <sup>1</sup> a été ajusté sur les réalisations de la période 1992 – 2014. Il a permis de simuler ce qu'auraient été les vingt dernières années si les charges étaient revenues progressivement à leur niveau de 1974.



### HAUTS ET BAS SALAIRES

Avec un taux moyen de charges sociales de l'ordre de 41 % du coût salarial, la politique des bas salaires actuelle fait bénéficier les activités du bas de l'échelle de taux faibles, d'environ 20 %.

	Valeurs de 2014
SMIC brut	9.51 euros / heure
SMIC net	7.42 euros / heure
Taux de charges	22 %

Le tout est compensé par des taux très élevés, voisins de 50 %, pour les plus hautes productivités. Ce qui a deux inconvénients majeurs.

D'une part, le cash flow généré par les hautes productivités, au lieu d'alimenter l'investissement, est consommé par la protection sociale; c'est au détriment de la croissance.

D'autre part, la politique des bas salaires a établi une large bande d'emplois (jusque vers 2.5 SMIC ?) dont la rémunération est indépendante de la productivité. Voilà qui ne pousse pas au progrès. De même la motivation est absente du côté des hauts salaires, qui sont grevés de lourdes charges.

L'objectif à terme devrait être d'établir une juste proportion entre le salaire direct, celui qui est ressenti, la dernière ligne de la feuille de paie, et la productivité de chacun. Ce qui suppose un taux de charge unique.

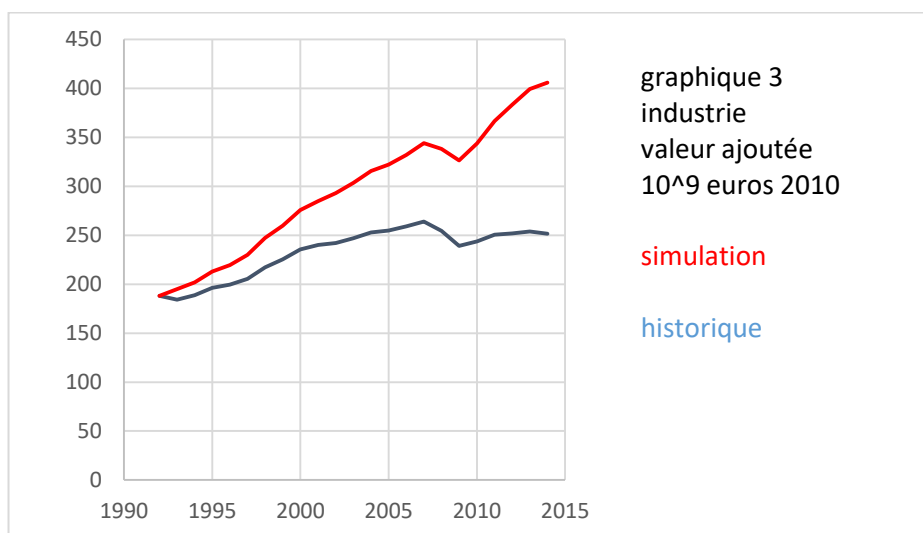
Un premier pas serait de réduire le taux de charge moyen jusque vers 30 % du coût salarial (graphique 2). Avec un SMIC toujours taxé à 22 %, les hauts salaires n'auraient plus à supporter qu'un taux d'environ 40 %. C'est l'hypothèse retenue pour la présente simulation .

## EFFET DU TAUX DE CHARGE

L'histoire de l'industrie <sup>1</sup> a montré qu'elle constituait un système complexe de grandeurs en relations réciproques. Le taux de charges sociales y joue un rôle-clé. Autour de lui, gravite un noyau de six grandeurs essentielles. La réduction des charges aurait été bénéfique pour quatre d'entre elles: la valeur ajoutée, l'emploi, l'EBE et l'investissement. Le salaire et la productivité, orientés à la baisse, seront envisagés plus loin. Les graphiques qui suivent sont complétés par le tableau en annexe 1 qui détaille l'année 2014, terme de la simulation.

## VALEUR AJOUTEE

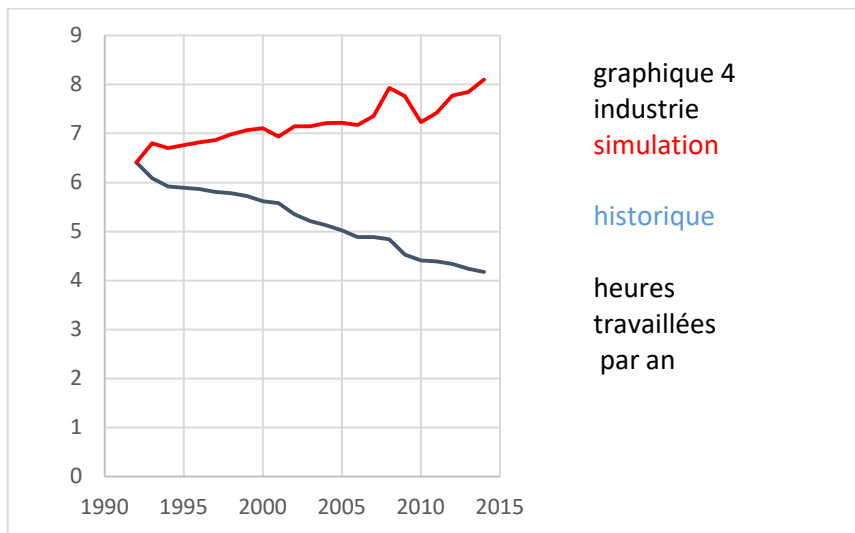
Grâce à la réduction des charges, la valeur ajoutée aurait renoué avec une croissance confortable, analogue à celle des Trente Glorieuses; elle aurait résisté à la crise de 2008.



Croissance moyenne de la valeur ajoutée % / an	1992 - 2007	2008 – 2014 crise
historique	2.3	-0.7
simulation	4.0	2.4

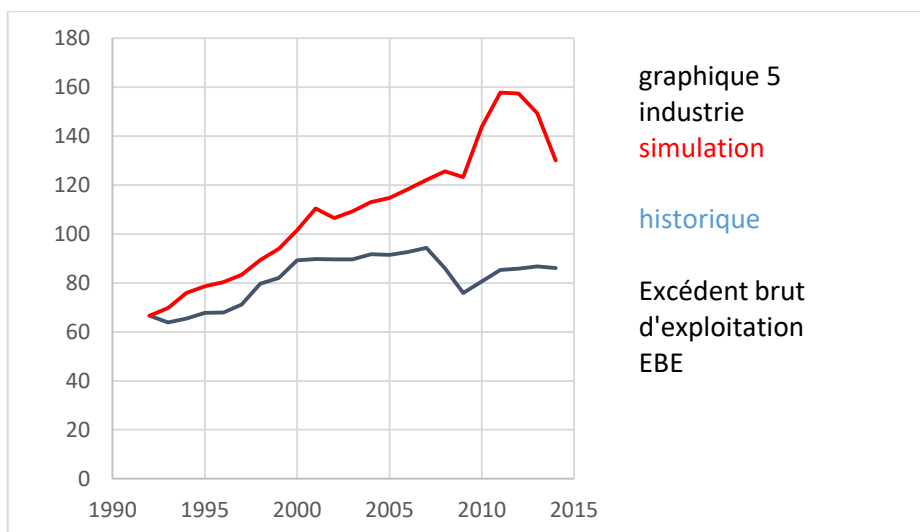
## EMPLOI

L'emploi est mieux représenté par le nombre total d'heures de travail que par les effectifs employés. Avec la réduction des charges, il aurait bénéficié à la fois des progrès de la valeur ajoutée et de la baisse de la productivité; l'emploi, au lieu de périliter, se serait développé.

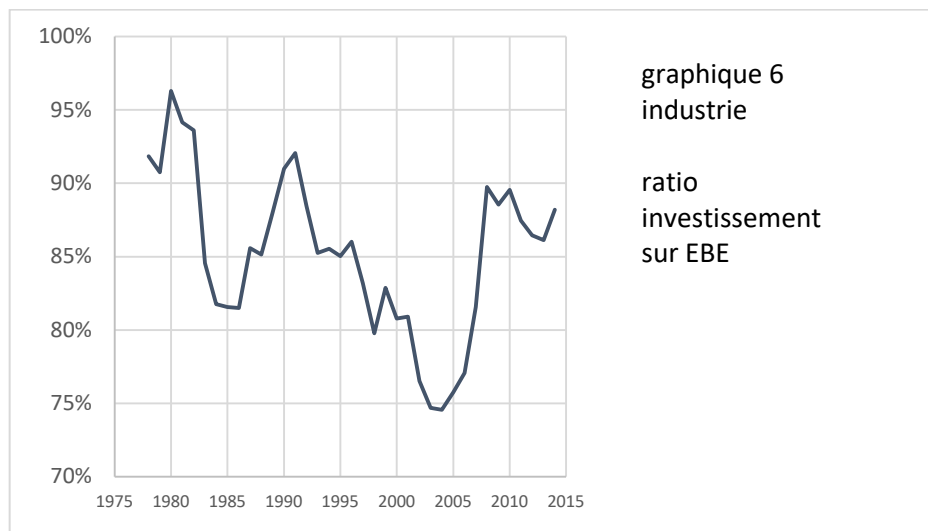


## CASH FLOW ET INVESTISSEMENT

Le cash flow, l'EBE, aurait bénéficié directement de la réduction des charges, mais aussi de la croissance de la valeur ajoutée qu'elle aurait provoquée.



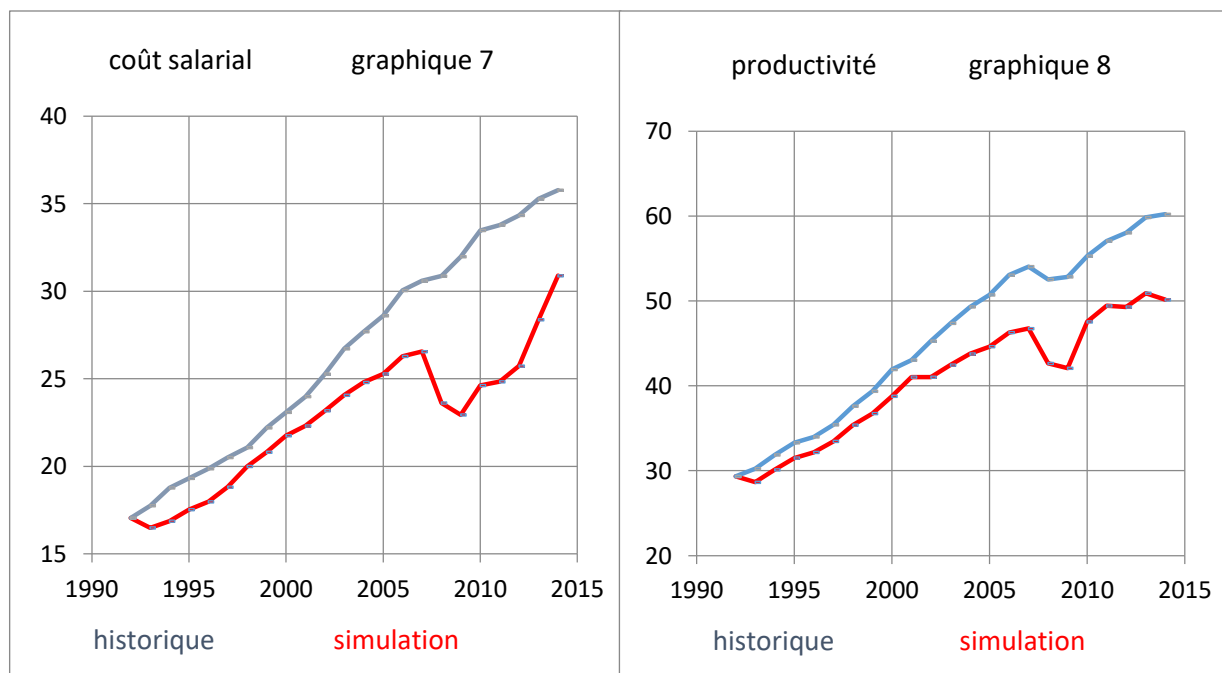
L'investissement a évolué historiquement dans une fourchette de 75 à 95 % de l'EBE, sans tendance nette ; la simulation a maintenu les valeurs constatées pour le ratio, considérant qu'elles exprimaient la conjoncture générale du moment, mais qu'elles n'étaient pas affectées par la politique salariale.



Dans ces conditions, la réduction des charges aurait conduit à plus d'investissement et plus de croissance.

## SALAIRE ET PRODUCTIVITE

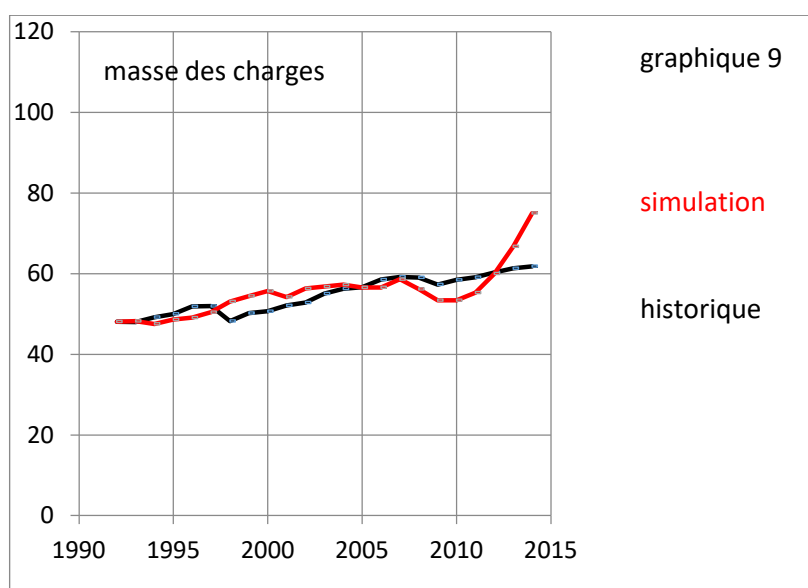
La baisse des charges aurait réduit, évidemment, le coût salarial. L'EBE, ainsi amélioré, se serait contenté de productivités plus faibles, à due proportion.



## AUTRES EFFETS

La réduction des charges aurait conduit à une meilleure utilisation du capital productif. Sa durée de vie se serait accrue de près de deux ans (annexe 1). La rentabilité du capital aurait été légèrement réduite de 8.8 % / an à 8.1%.

La masse des charges sociales aurait été augmentée, la baisse du taux étant plus que compensée par l'accroissement de l'emploi. L'équilibre des comptes sociaux aurait été amélioré, d'autant plus que la croissance aurait diminué les besoins du chômage, de la retraite et de l'assistance.



## MOTIVATION – SALAIRES ET PRODUCTIVITES

Au-delà des caractéristiques moyennes, il est intéressant de voir comment auraient réagi haut et bas de gamme.

Fourchette des productivités en 2014 <sup>2</sup>

Euros 2010 / heure	Mini Bas de gamme	Moyennes	Maxi Haut de gamme
historique	10	60	110
simulation	10	50	90

Historiquement les productivités allaient d'environ 10 euros / heure pour les plus

<sup>2</sup> Le bas de gamme correspond aux salariés payés au SMIC. Le haut de gamme est schématique.

basses d'entre elles à environ 110 pour les plus performantes. La baisse des charges aurait réduit cette fourchette. Les productivités les plus faibles, proches du SMIC, n'auraient pas été modifiées. L'essentiel des emplois développés par la réduction des charges aurait porté sur les productivités du milieu de la gamme, entre 10 et 90 euros / heure. Les productivités supérieures, devenues inutiles, auraient disparu.

Les tableaux de l'annexe 2 détaillent les salaires et charges correspondants.

#### Fourchette des salaires directs

Euros 2010 / heure	Mini	Moyennes	Maxi
historique	7.4	21.0	34.5
simulation	7.4	21.6	35.8

La baisse des charges n'aurait eu que peu d'effet sur le salaire direct, mais elle aurait modifié le ratio entre le salaire direct et la productivité.

#### Ratios salaire direct sur productivité

	Bas de gamme	Moyennes	Haut de gamme
historique	74 %	35 %	31 %
simulation	74 %	43 %	40 %

L'amélioration du ratio est le signe d'une meilleure motivation, spécialement dans le haut de gamme.

Il n'est pas justifié d'annuler les charges sur les bas salaires, comme certains le proposent; cela ne ferait qu'accroître les démotivations, en créant une vaste catégorie d'assistés publics irresponsables. Autant nationaliser l'emploi !

### 3 - CONCLUSION

Des charges sociales élevées limitent d'autant les fonds disponibles pour investir. En France, la réduction des taux de charges est le préalable du retour à la croissance.

Le cas de l'industrie est exemplaire, parce qu'elle est exposée de plein fouet à la concurrence internationale. Les conclusions tirées ici à son propos ne se limitent pourtant pas à son cas. C'est toute l'activité nationale qui est atteinte de langueur. Visiblement les Français ont fait un choix de société redoutable en sacrifiant le Plein Emploi à l'Etat Providence. Cette option malthusienne est aux antipodes de la politique Schröder, qui a fait depuis quinze ans de la modération du coût salarial la base de la prospérité allemande.

Février 2017

## Annexe 1

### Effet de la réduction des charges

industrie  
euros 2010

année 2014

	historique	simulation		
taux de charges	41,4%	30,0%		
<b>capital productif</b>				
durée de vie des investissements	13,51	15,45	ans	
capital fixe brut	974	1598	10 <sup>9</sup> euros	capital productif
investissement	75,9	114,7	10 <sup>9</sup> euros / an	
déclassement	65,9	63,0	=	
rentabilité	8,84%	8,14%	par an	EBE / capital productif
<b>compte d'exploitation</b>				
valeur ajoutée	251,5	406,1	10 <sup>9</sup> euros / an	VA
excédent brut d'exploitation	86,1	130,1	=	EBE
impôts et revenu mixte brut	16,1	25,9	=	
masse salariale	149,4	250,1	=	charges comprises
charges sociales	61,8	75,0	=	
masse salariale hors charges	87,5	175,1	=	
<b>ratios</b>				
EBE / VA	34,2%	32,0%		
imp et rmb / VA	6,4%	6,4%		
masse salariale / VA	59,4%	61,6%		
charges sociales / VA	24,6%	18,5%		
masse salariale hors charges / VA	34,8%	43,1%		
heures de travail	4,18	8,10	10 <sup>9</sup> heures / an	
<b>grandeurs horaires</b>				
productivité (VA / h)	60,24	50,15	euros / heure	
EBE horaire	20,62	16,06	=	
(imp et rmb) / h	3,84	3,20	=	
coût salarial horaire	35,77	30,88	=	charges comprises
charges sociales horaires	14,81	9,27	=	
salaire horaire direct	20,96	21,62	=	
salaire direct / productivité	34,8%	43,1%		



## Annexe 2

## Effet de la réduction des charges

industrie  
euros 2010

année 2014

		<b>historique</b>		
		bas de gamme	moyenne	haut de gamme
productivité	euros / heure	10	60,2	110,5
coût salarial	=	9,5	35,8	62,0
taux de charges	%	22,0%	41,4%	48,0%
charge horaire	euros / heure	2,1	14,8	27,5
salaire direct	=	7,4	21,0	34,5
ratio salaire direct / productivité	%	74,1%	34,8%	31,2%

		<b>simulation</b>		
		bas de gamme	moyenne	haut de gamme
productivité	euros / heure	10	50,1	90,3
coût salarial	=	9,5	30,9	52,3
taux de charges	%	22,0%	30,0%	31,0%
charge horaire	euros / heure	2,1	9,3	16,4
salaire direct	=	7,4	21,6	35,8
ratio salaire direct / productivité	%	74,1%	43,1%	39,7%

Le bas de gamme correspond au SMIC. La moyenne historique résulte de l'analyse de la croissance. La simulation suppose un taux de charge moyen réduit à 30 %, au lieu des 41 % historiques. Le haut de gamme, dans les deux cas, est estimé schématiquement, en harmonie avec les deux autres valeurs de la gamme.